

Les Etats scandinaves, socialistes, disposent donc en partie du transport du pétrole et peuvent appliquer l'embargo en refusant de transporter le pétrole que des Etats défaillants auraient accepté de vendre aux agresseurs fascistes. On voit, d'autre part, que les gouvernements américain et anglais disposent d'un double moyen de pression sur leurs trusts, puisqu'ils peuvent interdire à la *Standard* et à la *Royal* à la fois la vente du pétrole aux agresseurs, et son transport à destination de ces pays.

VII. — L'importation des états fascistes

1° *Le Japon* a reçu en 1933 :
des Etats-Unis 399.000.000 gallons de pétrole des Indes néer-

landaises ..	127.700.000	—
de la Russie..	88.675.000	—
(1 gallon américain = 3,75 litres)		

En 1936, il a importé, en milliers de tonnes :		
des Etats-Unis	2.901	milliers de tonnes
des Indes néerlandaises	500	—
du Bornéo britannique	320	—
du Mandchoukouo.	80	—
de l'U. R. S. S.	22	—

De *Sakhaline*, il importe du mazout uniquement destiné aux usages de la guerre.

En 1937, rien que pendant le premier trimestre, l'U.R.S.S. a fourni au Japon 50.000 tonnes de pétrole ou mazout. On voit que l'exportation de pétrole russe a considérablement augmenté vers le Japon, actuellement agresseur de la Chine.

2° *L'Italie*. — Ses fournisseurs sont l'U.R.S.S., la Roumanie et la *Standard Oil*. Voici les chiffres d'importation pour 1935 :

U. R. S. S.	200	milliers de tonnes
Irak	36	—
Roumanie	1.964	—
Etats-Unis		—
Importation totale.	2.200	—

En 1936, pendant la guerre d'Ethiopie, les chiffres qui ne sont pas encore publiés, ont dû augmenter considérablement. L'Irak, peut-être grâce à la participation italienne dans la *Mossul Oil Fields*, filiale de l'*Irak Petroleum*, a procuré à l'Italie 120 milliers de tonnes.

3° *L'Allemagne* a importé en 1934 : 3.155 milliers de tonnes. Principaux fournisseurs : les *Etats-Unis*, les *Indes néerlandaises*, la *Perse*, la *Roumanie*, le *Pérou*, le *Vénézuéla*, la *Russie*. A elle seule, l'U.R.S.S. a vendu à l'Allemagne en 1934, 458 milliers de tonnes; ce chiffre a baissé par la suite, mais un accord commercial daté du 1^{er} janvier 1935 et valable jusqu'en 1939, engage l'U.R.S.S. à fournir de pétrole à l'Allemagne hitlérienne dont le gouvernement soviétique dénonce tous les jours en termes enflammés la volonté de guerre, et contre laquelle il tourne toute sa diplomatie;

**

Voilà un certain nombre de chiffres qui armeront les militants dans la lutte urgente que nous leur demandons d'entreprendre sur le mot d'ordre : « Ni pétrole, ni mazout aux massacrés ! » Nous les engageons à conserver ces chiffres, et dans le prochain numéro nous compléterons cette première étude par l'analyse des moyens d'action dont disposent les gouvernements « pacifiques » et les travailleurs ! Nous leur apporterons en même temps la réfutation, par des arguments chiffrés, des diverses objections que l'on tente ordinairement pour nier l'efficacité ou la possibilité de l'embargo sur le pétrole en vue de l'arrêt des hostilités.

Hélène et René MODIANO.

OU EN EST LA CONTRE-REVOLUTION EN ESPAGNE

Voici Franco pratiquement maître du Nord de l'Espagne où les mineurs asturiens, abandonnés du monde entier, achèvent de se faire massacrer. Maintenant qu'on ne croit plus en Europe à la victoire des gouvernements, les fictions diplomatiques destinées à les ménager s'évanouissent : le Foreign Office a reconnu, en fait, la junte de Burgos, et M. Eric Labonne, qui devait au moins avoir sur M. Herbertte la supériorité d'être un ambassadeur résident, n'a pas encore rejoint son poste!

Plus que jamais, le régisseur dans les coulisses demeure le gouvernement anglais. Deux perspectives aujourd'hui s'offrent à lui : ou bien la victoire de Franco, qui paraît la plus ouvertement envisagée et qui n'est pas pour effrayer les conservateurs s'ils parviennent à éliminer l'Italie au dernier moment (mais y parviendront-ils?); Franco en Espagne, c'est de tout repos, comme Salazar au Portugal. Ou bien la médiation sous le patronage de Londres, et c'est de quoi s'occuper peut-être MM. Portela Valladarès et Miguel Maura depuis leur retour dans la péninsule. Le gouvernement de Valence vient de s'installer à Barcelone. On entre dans le deuxième hiver de la guerre et la Catalogne peut résister longtemps encore. Les plus farouches adversaires du compromis (anarchistes, poumistes, socialistes de gauche) sont dans les prisons. Les temps sont peut-être venus de rapprocher les deux parties, par-dessus des centaines de milliers de cadavres, dans un gouvernement qui aurait la façade d'une république démocratique, pour faire plaisir à Négrin et Prieto, et la réalité d'une dictature militaire pour contenir tout le monde.

CONCENTRATION REPUBLICAINE

Si l'on envisage, en effet, l'état actuel de l'Espagne gouvernementale, c'est vers cette dernière solution qu'elle paraît s'orienter. Dans son article du n° 2 des *Cahiers rouges* : *Où en est la révolution espagnole?*, Michel Collinet parvenait à l'analyse suivante : « Trois forces se rencontrent dans le camp antifasciste et cherchent à se neutraliser. En premier lieu, la masse ouvrière révolutionnaire... En deuxième lieu, la bourgeoisie républicaine, très faible par elle-même, mais qui tire son importance de ses liaisons avec le capitalisme anglo-saxon... En troisième lieu, la Russie soviétique... ». Rien n'est à changer aujourd'hui dans le dénombrement de ces composantes, mais en l'espace de quatre mois la puissance respective de chacun des blocs a subi des changements considérables.

A la fin de juillet, la force la plus agissante, la plus décidée était certainement le parti communiste espagnol qui, disposant de quelques ministres, parvenait à s'infiltrer aux postes de commandement de la police et de l'armée, possédant par surcroît sa propre police et ses propres prisons, agissait à sa guise, en dehors du gouvernement comme une sorte de deuxième pouvoir. Il maintient cette situation pendant tout le cours du mois d'août, multipliant les persécutions et les scandales : arrestation d'Ascaso, président du Conseil d'Aragon, accusation de trafic de bijoux (bijoux pris aux fascistes pour subvenir aux besoins du Conseil d'Aragon) portée contre lui et Vasquez, secrétaire du Comité national de la C.N.T.; exécution de Marcial Mena, commissaire politique dans la colonne du P.O.U.M.;

destitution du socialiste Vasquez pour quelques fâcheuses déclarations sur l'affaire Andrés Nin (il fut remplacé par un stalinien). La deuxième délégation franco-anglaise envoyée pour enquêter sur le sort des emprisonnés (et qui comprenait entre autres James Maxton, président de l'Independent Labour Party, député anglais, et notre camarade André Weil-Curiel) recueillit de la bouche des ministres Prieto (Défense nationale) et Irujo (Justice) des déclarations très nettes sur le noyautage de la police par les communistes.

La situation commença à changer du jour où les socialistes de droite et du centre, Prieto en tête, passèrent à l'action. Ils avaient jusque là subi les communistes à la fois parce que la Russie ravitaillait l'Espagne (« l'Union soviétique nous fournit des armes et vous venez défendre le P.O.U.M. ! » déclara assez cyniquement Prieto à la délégation), et parce que Prieto, qui a mis son espoir dans l'Angleterre, ne pouvait mener sa propre politique que le jour où les forces révolutionnaires anarchistes et poumistes seraient déjà affaiblies. Quand ce jour fut venu, Prieto commença à pouvoir jouer des diverses forces en présence les unes contre les autres, et inaugura une politique de corde raide où tout autre que lui se serait cassé le cou.

Contre les communistes, il entreprit d'utiliser les éléments les plus bourgeois du Front populaire. Le retour de Miguel Maura, de Portela Valladarès, de Guerra del Rio n'a pas d'autre sens. C'est le capitalisme anglais qui vient manger les marrons tirés du feu par la Russie soviétique. *Portela Valladarès qui écrivait à Franco le 8 octobre 1936 en l'assurant de « ses vœux fervents » et en le félicitant de vouloir « sauver l'Espagne de la barbarie, du crime, de la destruction, érigés en système de gouvernement »* a pu venir il y a un mois, lors de l'ouverture des Cortès, exprimer sa « conviction que le gouvernement de la République doit triompher » sans être jeté dehors. (1) Bien plus : on lui rend ses terres, confisquées comme celles de tous les fugitifs de juillet, par le décret de collectivisation de septembre 1936. Signe des temps. L'ancien régime se prépare à revivre sur le corps exsangue du prolétariat.

Le parti communiste s'est donc trouvé affaibli. Plusieurs de ses prisons particulières ont été contrôlées (en particulier celle de Santa-Ursula à Valence). Un décret sur l'armée, pris il y a un mois et interdisant toute activité politique aux soldats, était manifestement dirigé contre lui qui était parvenu à glisser un peu partout ses commissaires politiques, tout en empêchant de s'exprimer les autres secteurs ouvriers. A république bourgeoise, armée muette. Les communistes endossent ainsi les conséquences de leur politique. Ils ont brisé l'élan révolutionnaire : on commence à toucher à leurs privilèges. Ils ont contribué à l'affaiblissement militaire par leur incurie (l'offensive avortée de Brunete n'avait d'autre but que de faire mousser les généraux communistes) : l'armée est en passe de leur échapper.

(1) Nous regrettons que le *Populaire* du 13 octobre 1937 ait cru devoir accueillir dans ses colonnes une déclaration de ce personnage, qui s'efforce de justifier son revirement en osant affirmer qu'au début des événements Franco « déploya le drapeau de la République et de l'ordre constitutionnel ».

Ils se sentent touchés : c'est le sens de la protestation de Dolorès Ibarruri contre le retour de Guerra del Rio, député de droite des Asturies au moment de la répression de 34. Mais leurs réactions n'en sont que plus âpres : depuis un peu plus d'un mois, la chasse aux opposants a repris avec une violence accrue en Catalogne : arrestation de *Barribero*, avocat du P.O.U.M. (1); disparition de *Kurt Landau*; lancement à grand fracas de nouvelles accusations d'espionnage contre le P.O.U.M. (voir la prose de Sonia et de Marty dans *l'Humanité*); attentat manqué contre Comorera, chef stalinien, que l'on s'empresse d'imputer aux trotskystes, mais dont la provocation est si grossière que personne ne parvient à le prendre au sérieux et qu'on n'en parle plus dès le lendemain. Arrestation enfin de *Sam Baron*, journaliste américain, adhérent au parti socialiste (II^e Internationale), jadis favorable aux staliniens, mais peu à peu éclairé par les affaires d'Espagne, parti il y a un mois pour enquêter sur le sort du P.O.U.M. et incarcéré tout dernièrement sous inculpation de « trotskysme » malgré les lettres de Norman Thomas, secrétaire du Parti socialiste américain, de Fernando de los Rios, ambassadeur d'Espagne aux Etats-Unis, d'Ossorio y Gallardo, ambassadeur d'Espagne en France, dont il était porteur. (2)

Le gouvernement a riposté en procédant à un léger et superficiel nettoyage de la police stalinienne de Barcelone avant son installation dans cette ville, c'est-à-dire que quelques-uns des fonctionnaires les plus compromis ont été déplacés. La lutte, sourde et confuse, se poursuit. Des échos étouffés en traversent avec peine la frontière. L'issue en est extrêmement douteuse.

LE BLOC REVOLUTIONNAIRE S'EFFRITE

Après la chute du gouvernement Caballero, la C.N.T. et l'U.G.T. — toute la classe ouvrière espagnole et la petite paysannerie — se sont trouvées rejetées dans l'opposition. La riposte fut telle qu'on la pouvait souhaiter : U.G.T. et C.N.T. signèrent un pacte d'unité d'action. Sur le plan économique et social, c'était l'affirmation que le prolétariat entendait maintenir les conquêtes de juillet et lutter contre toutes les atteintes à sa liberté. Sur le plan politique, c'était la déclaration de guerre de Caballero évincé aux communistes d'abord, à Prieto ensuite. Un grand espoir naquit de ce pacte, et le parti communiste, furieux, commença immédiatement son travail de désagrégation à l'intérieur de l'U.G.T. Réduit à ses seules forces, il aurait certainement échoué. Mais il reçut l'appui de Prieto et de ses amis qui, s'ils entendent bien s'affranchir de l'emprise stalinienne au gouvernement, dans la police et dans l'armée, ont encore besoin des communistes contre la masse révolutionnaire. Largo Caballero était assuré de la majorité

(1) Le deuxième avocat du P.O.U.M., Pavon, venu en France pour un congrès, a refusé de regagner l'Espagne, faute de garanties suffisantes. Nos camarades Gorkin, Andrade, Bonet, Escuder et bien d'autres risquent de se trouver privés de défenseurs dans leur procès dont on ne sait ni quand, ni dans quelles conditions et sous quelles inculpations précises il aura lieu.

(2) Le *Populaire*, dûment averti, n'a pas encore publié, à l'heure où s'écrit cet article, l'information de cet emprisonnement d'un membre d'un parti frère.

à la base et à la commission exécutive de l'U.G.T. Au comité national, où ses adversaires détenaient plusieurs des fédérations les moins nombreuses, il était en minorité. D'un autre côté, la politique d'union avec les communistes, qu'il avait poursuivie pendant les premiers mois de la révolution et qui avait déjà, au printemps 1936, coûté au parti socialiste espagnol ses jeunes (fondues avec les jeunes communistes et passées à la III^e Internationale), avait laissé s'établir une certaine confusion dans les rangs de l'U.G.T. La méfiance qu'il manifesta longtemps aux sympathisants et adhérents du P.O.U.M. dans l'U.G.T. de Catalogne contribua à affaiblir ces éléments et devait le priver ainsi de ses futurs alliés naturels. Enfin les rivalités personnelles (Prieto-Caballero, Gonzalès Peña-Caballero), aiguèrent le conflit. L'expulsion par le Comité exécutif des fédérations de l'U.G.T. qui ne payaient pas leurs cotisations était bien statutaire, mais mener la bataille sur une question de statuts c'était prendre les choses par le petit côté.

La scission, voulue par Gonzalès Peña et les communistes, s'est accomplie. Le plus grand nombre de fédérations — ou plutôt des secrétaires de fédérations — se sont rangés derrière Gonzalès Peña. Mais la plus forte masse de cotisants (900.000 contre 600.000) semble bien être restée fidèle à Caballero.

Celui-ci entend mener la bataille jusqu'au bout. Dans un grand meeting tenu à Valence le 17 octobre, où la foule s'écrasait, il s'est déclaré décidé à porter la question devant un congrès, et à engager la campagne « pour la défense de l'U.G.T. et du socialisme révolutionnaire ». Les possibilités d'action de l'opposition sont donc loin d'être brisées, mais il faudrait que la C.N.T. maintienne son pacte avec les fédérations caballeristes, le resserre et établisse avec elles un programme précis d'action commune. Malgré les appels de Caballero, on ose de moins en moins affirmer qu'elle le fera. Les journaux anarchistes se sont bien lamentés sur la division créée au sein de l'U.G.T. et ont adressé quelques critiques aux communistes et à Prieto. Mais ces gémissements ne paraissent leur avoir inspiré aucune décision pratique. Les dirigeants anarchistes sont l'objet de sollicitations pressées de la part de Gonzalès Peña d'une part, et aussi des communistes qui cherchent des alliés éventuels contre Prieto. Ils prêtent l'oreille à toutes ces sirènes et continuent à réclamer les postes ministériels dont ils furent privés en mai. On ne peut s'empêcher de penser qu'ils sauraient, à l'occasion, payer le prix d'une telle restitution. Quant aux masses anarchistes, ces masses admirables qui firent le 19 juillet, la censure et la répression les réduisent au silence.

*

Ainsi, de quelque côté que l'on regarde, la situation est affreusement compromise et l'Espagne retourne lentement mais irrésistiblement, par delà un monceau de morts, vers l'ancien régime!

Certes, et nous ne déclarons ceci qu'après mûre réflexion, et nous en prenons la triste responsabilité, une Espagne bourgeoise, colonie de l'Angleterre, est moins perdue pour nous autres révolutionnaires qu'une Espagne colonisée par la Russie soviétique. Dans cette dernière, nous savons que pas une tête libre

TRÈS IMPORTANT

CAMARADES, notez bien les adresses suivantes, pour améliorer notre travail.

Vente au numéro
des CAHIERS ROUGES :

Seine : BREUILLARD, 197, rue du Ba-teau, à Aubervilliers.

Seine-et-Oise : ROUSSAT, 44, rue Lemer-cier, Paris (17^e).

Province et colonies : BENSUSSAN, 17, rue Paul-Déroulède, à Bois-Colombes (Seine).

Tous versements doivent parvenir à **Anita SAUVAGE, 6 bis, rue Pocard, Le-vallois (Seine)**. — Compte chèques postaux : Paris 351.44.

N'oubliez pas d'indiquer très exactement la destination de chaque versement : abonnement, abonnement de soutien, comité des Cent, souscription à la Caisse de solidarité, brochures de propagande G. R., etc.

◆◆◆

LE BULLETIN SOCIALISTE DU XV^e (numéros spéciaux contenant des schémas de conférences destinés aux militants de la tendance G. R.) est envoyé sur demande (1 franc le numéro franco) et accepte des abonnements de dix numéros (10 francs). S'adresser à Henri BRET, 42, rue de Dantzig, Paris, XV^e.

La classe ouvrière se retire et se replie sur elle-même quand l'œuvre de réforme ne s'assemble pas sous ses yeux avec assez de célérité et de hardiesse.

Léon BLUM.

Discours de Lyon — 24 janvier 1937.

et courageuse ne serait demeurée. Dans la première, le mouvement ouvrier, quoique avec un recul effroyable, pourra encore repartir et repartira. Si l'on en est à sauver les restes, encore faut-il qu'il y ait des restes.

Une aussi amère constatation permet de mesurer l'état de régression des forces prolétariennes du monde entier, des forces prolétariennes de France en particulier, de ces forces qui n'ont pas su libérer la classe ouvrière espagnole en imposant la levée du blocus et qui assistent aujourd'hui en silence à l'expulsion des réfugiés espagnols et au massacre des mineurs asturiens.

COLETTE AUDRY.

P.-S. — Cet article était écrit lorsque nous apprenons, de source bien informée, que le général Pozas aurait été arrêté pour trafic d'armes et livraison de positions à l'ennemi. C'est là un nouvel épisode de l'action menée par Prieto-Negrin contre l'emprise stalinienne. On se souvient que le général Pozas avait été chargé, au lendemain des journées de mai, de rétablir l'ordre en Catalogne. Il avait été nommé depuis à la direction des armées de l'Est. Il présida le dernier Congrès du P.S.U.C.